

TOGO

Le Togo, situé en Afrique occidentale, donne sur le Golfe de Guinée, il est de forme étroite et allongée. Sa superficie couvre 56.600 km², et sa population, d'après une évaluation de janvier 1968, est de 1.746.000 habitants. Placé autrefois sous tutelle française, il est indépendant depuis le 27 avril 1960. Le café, le cacao et l'huile de palme sont les principaux produits d'exportation de ce Pays, qui possède, en outre, des ressources considérables en minerais de fer et en phosphates.

SYSTÈME BANCAIRE

Le Togo est membre de l'Union monétaire de l'Afrique de l'Ouest, qui comprend six autres Etats d'Afrique: la Côte d'Ivoire, le Dahomey, la Haute Volta, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal. En ce qui concerne la Banque centrale togolaise, consulter le chapitre sur le Niger. La loi bancaire n. 65-14 du 21 juillet 1965 s'inspire de celle des autres Pays de l'Union.

Au sommet du système bancaire il y a, outre la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest et le Comité monétaire national, le Comité national du crédit, présidé par le Ministre des Finances et comptant un grand nombre de membres, parmi lesquels on peut citer: le directeur de la filiale de la Banque centrale à Lomé, le haut commissaire au plan, le président du comité des

banques et des institutions financières ainsi que d'autres membres représentant le président de la République, les présidents de l'Assemblée nationale et de la Chambre de Commerce. Le Comité se joint à la Banque centrale en vue de prendre les décisions relatives à la distribution du crédit local.

C'est le Comité des banques et des institutions financières qui est, par contre, l'organe compétent en matière d'organisation bancaire, d'application de la loi et des mesures disciplinaires. En font partie: un magistrat désigné par le Ministre de la Justice, le directeur de la filiale de la Banque centrale à Lomé, et trois membres, qui, respectivement, représentent les administrations des finances, des affaires économiques et du plan.

Le système bancaire est bien articulé, il se compose de quatre banques commerciales, de deux banques de développement et d'une institution financière. Des quatre banques commerciales, deux sont françaises, une ghanéenne, et une de droit togolais.

La Banque Internationale pour l'Afrique Occidentale est un établissement de crédit privé de droit français, dont les caractéristiques ont été décrites au chapitre sur le Niger. Cette banque a deux guichets au Togo: à Lomé et à Atakpamé.

La Banque Nationale de Paris est, elle aussi, une banque française, mais elle a été nationalisée, elle a ouvert deux filiales au Togo, une dans la capitale et l'autre à Palimé.

Il y a peu de choses à dire sur la *Ghana Commercial Bank* puisque cet Institut n'a reçu du gouvernement togolais l'autorisation d'ouvrir une agence à Lomé que récemment: le 2 mai 1969. Il convient, de signaler, de toutes façons, qu'il s'agit là d'un cas unique dans les Pays de l'Union, c'est, en effet, la seule banque qui ne soit ni française, ni de droit local, en opération dans les Etats francophones que l'on vient de citer.

Le Crédit Lyonnais, lui, a procédé diversement vis-à-vis de l'Union Togolaise de Banque, celle-ci est, aujourd'hui, une société anonyme de droit local qui depuis 1964 a remplacé directement au Togo l'institut français nationalisé. Le capital de 130 millions de francs C.F.A. est réparti entre la République du Togo (à raison de 35%), le Crédit Lyonnais (35%), la *Deutsche Bank* (18%) et la *Banca commerciale italiana* (12%). La prise de participations indigène et étrangère est la formule adoptée par le Crédit Lyonnais dans tous les Pays francophones d'Afrique où cette banque était déjà représentée; l'Union Togolaise de Banque possède trois guichets permanents (à Lomé, Atakpamé et Palimé) et un guichet périodique (à Lomé-Port).

En ce qui concerne le volume d'affaires traitées, la Banque Internationale pour l'Afrique occidentale et l'Union togolaise de banque vont de pair (2,5 milliards de francs C.F.A. constituent leur montant total de bilan au 30 septembre 1968), tandis que la Banque nationale de Paris les suit avec un chiffre d'affaires de 1,7 milliards.

La Banque togolaise de développement a été constituée le 24 mai 1967 en transformant le Crédit du Togo qui a efficacement participé pendant dix années à l'expansion économique et sociale du Pays en intervenant dans de nombreux domaines d'activité.

Il fut décidé en 1967 de modifier l'institut en question, en changeant non seulement sa dénomination, mais aussi ses modalités d'intervention. Cet Institut, n'a pas uniquement absorbé les activités exercées antérieurement par le Crédit du Togo, il a reçu mission de conclure des opérations pour le compte de l'Etat et des administrations locales.

La répartition de son capital de 300 millions de francs C.F.A. est la suivante: République du Togo, 60%; Caisse centrale de coopération économique, 20%; Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, 10%; Caisse de compensation des allocations

familiales et des accidents du travail du Togo, 5%; banques commerciales opérant au Togo, 5%. La Banque togolaise de développement effectue ses opérations par l'intermédiaire de cinq guichets permanents et d'un guichet périodique.

L'autorité centrale attache la plus grande importance à la création et au développement de cette banque qui, suivant la nouvelle orientation de sa politique, devra s'intégrer à l'économie togolaise sous trois aspects: elle devra constituer l'instrument de réalisation du plan de développement quinquennal et aura, en particulier, à étudier les possibilités d'investissement, à mobiliser les ressources à l'intérieur du pays et à l'étranger et à promouvoir le financement des entreprises prioritaires; elle devra remplir la mission de conseiller du gouvernement pour les questions relatives aux investissements; elle devra mettre en oeuvre une politique de présence et être un centre d'informations sur tous les secteurs de l'économie à la fois nationale et régionale.

Conformément à ces orientations, la Banque togolaise devra étendre son rayon d'action aux secteurs agricoles (en collaboration avec la Caisse de crédit agricole), de l'industrie, du commerce d'importation et du bâtiment. C'est principalement dans ce dernier secteur que la Banque togolaise a repris les activités du Crédit du Togo. Ce dernier a eu une action efficace qu'il convient de rappeler en ce qu'il a développé le système des mutuelles de crédit, ces dernières ont évolué vers des formes plus modernes: les coopératives de village polyvalentes, qui pourvoient aux besoins des coopérateurs aussi bien en leur fournissant le crédit nécessaire à l'exploitation qu'en dirigeant la commercialisation des récoltes.

De création plus récente encore est la Caisse nationale de crédit agricole, créée en 1968, et qui a repris une partie des activités du Crédit du Togo. C'est un organisme public doté de l'autonomie administrative et financière, classé parmi les banques de

développement, et dont la dotation initiale est de 173 millions de francs C.F.A. Ainsi qu'on peut le constater, le système bancaire du Togo subit une évolution, surtout en ce qui a trait au secteur public: les autorités ont conscience que les organismes financiers doivent s'insérer dans une perspective de planning économique et doivent remplir l'importante mission qui consiste à trouver les ressources nécessaires et à les acheminer vers des destinations productrices.

L'unique institution financière: la Société togolaise de crédit automobile est une société anonyme de droit local qui s'occupe de financer les ventes à crédit des véhicules, de même que d'autres sociétés affiliées au groupe Renault et opérant dans d'autres Pays de l'Union. Cette société a été constituée le 8 novembre 1962, au capital de 15 millions de francs C.F.A., ce capital est réparti et se trouve dans les mains de nombreux actionnaires privés, parmi ceux-ci les concessionnaires des maisons d'automobiles.

Il existe une Caisse d'épargne postale au Togo, cet organisme n'a pas d'autonomie juridique, il dépend du Ministère des Postes et Télécommunications.

